

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beaumont

Code géographique : 19105

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angèle Brochu, atteste la véracité du rapport financier

de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-02 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Beaumont, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Beaumont au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Beaumont inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2015-03-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 781 920	2 892 825		2 892 825	2 781 561
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 108	11 771		11 771	18 931
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 543	62 473		62 473	232 503
Services rendus	5	68 750	102 078		102 078	97 149
Imposition de droits	6	86 000	195 821		195 821	104 665
Amendes et pénalités	7	3 000	10 631		10 631	10 395
Intérêts	8	15 000	25 689		25 689	23 808
Autres revenus	9		8 036		8 036	15 587
	10	2 978 321	3 309 324		3 309 324	3 284 599
Investissement						
Taxes	11	37 032				
Quotes-parts	12					
Transferts	13	32 405				(18 762)
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	69 437				(18 762)
	18	3 047 758	3 309 324		3 309 324	3 265 837
Charges						
Administration générale	19	600 854	592 594	11 162	603 756	614 890
Sécurité publique	20	449 349	407 409	55 857	463 266	468 414
Transport	21	506 408	491 447	82 777	574 224	534 547
Hygiène du milieu	22	414 828	411 803	225 777	637 580	765 269
Santé et bien-être	23	2 600	1 710		1 710	2 102
Aménagement, urbanisme et développement	24	256 781	258 682		258 682	187 860
Loisirs et culture	25	422 348	404 302	58 250	462 552	450 481
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	243 345	163 675		163 675	136 932
Amortissement des immobilisations	28	459 164	433 823	(433 823)		
	29	3 355 677	3 165 445		3 165 445	3 160 495
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(307 919)	143 879		143 879	105 342

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(307 919)	143 879	105 342
Moins: revenus d'investissement	2 (	69 437 ) (	) (	(18 762))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(377 356)	143 879	124 104
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	459 164	433 823	561 874
Produit de cession	5			11 307
(Gain) perte sur cession	6			(11 307)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	459 164	433 823	561 874
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			87 782
Remboursement de la dette à long terme	17 (	356 332 ) (	293 545 ) (	267 343)
	18	(356 332)	(293 545)	(179 561)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	165 800 ) (	226 257 ) (	183 785)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	366 877	431 103	107 649
Excédent de fonctionnement affecté	21	46 000	106 667	58 460
Réserves financières et fonds réservés	22	27 447	(29 281)	(53 833)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	274 524	282 232	(71 509)
	26	377 356	422 510	310 804
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		566 389	434 908

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	69 437		(18 762)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	2 500)	()	(9 245)
Sécurité publique	3 (	5 400)	()	(60 221)
Transport	4 (	2 324 000)	105 003)	(224 537)
Hygiène du milieu	5 (	1 748 000)	761 481)	(97 519)
Santé et bien-être	6 ())	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	5 000)	4 450)	()
Loisirs et culture	8 (	30 900)	30 687)	(141 519)
Réseau d'électricité	9 ())	()	()
	10 (	4 115 800)	901 621)	(533 041)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ())	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		89 484	3 240 124
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	165 800	226 257	183 785
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			78 874
Excédent de fonctionnement affecté	16			35 285
Réserves financières et fonds réservés	17			201 744
	18	165 800	226 257	499 688
	19	(3 950 000)	(585 880)	3 206 771
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 880 563)	(585 880)	3 188 009

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	750 501	753 914	732 304
Charges sociales	2	142 589	136 371	134 365
Biens et services	3	1 050 352	967 497	1 110 315
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	226 545	123 922	104 874
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		39 753	26 767
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	16 800		5 291
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	709 726	710 165	415 935
Autres	10			
Autres organismes	11			68 770
Amortissement des immobilisations	12	459 164	433 823	561 874
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	3 355 677	3 165 445	3 160 495

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	2 818 952	2 892 825	2 781 561
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 108	11 771	18 931
Quotes-parts	3			
Transferts	4	34 948	62 473	213 741
Services rendus	5	68 750	102 078	97 149
Imposition de droits	6	86 000	195 821	104 665
Amendes et pénalités	7	3 000	10 631	10 395
Intérêts	8	15 000	25 689	23 808
Autres revenus	9		8 036	15 587
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 047 758	3 309 324	3 265 837
Charges				
Administration générale	12	611 210	603 756	614 890
Sécurité publique	13	505 206	463 266	468 414
Transport	14	603 106	574 224	534 547
Hygiène du milieu	15	643 526	637 580	765 269
Santé et bien-être	16	2 600	1 710	2 102
Aménagement, urbanisme et développement	17	256 781	258 682	187 860
Loisirs et culture	18	489 903	462 552	450 481
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	243 345	163 675	136 932
	21	3 355 677	3 165 445	3 160 495
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(307 919)	143 879	105 342
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 465 188	13 360 620
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		283	(774)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 465 471	13 359 846
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 609 350	13 465 188

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget	Réalizations	
		2014	2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(307 919)	143 879	105 342
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	4 115 800 ) (	901 621 ) (	533 041)
Produit de cession	3			11 307
Amortissement	4	459 164	433 823	561 874
(Gain) perte sur cession	5			(11 307)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(3 656 636)	(467 798)	28 833
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		608	3 093
Variation des autres actifs non financiers	10		(47 654)	(3 476)
	11		(47 046)	(383)
	12	(3 964 555)	(370 965)	133 792
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 964 555)	(370 965)	133 792
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 121 192)	(3 254 210)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		283	(774)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 120 909)	(3 254 984)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(3 491 874)	(3 121 192)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 207 833	230 810
Placements temporaires	2 426 874	721 617
Débiteurs (note 5)	3 2 249 635	2 643 297
Prêts (note 6)	4 11 189	11 189
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 2 895 531	3 606 913
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 249 682	148 764
Revenus reportés (note 12)	13 39 971	28 239
Dette à long terme (note 13)	14 6 097 752	6 551 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 6 387 405	6 728 105
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (3 491 874)	(3 121 192)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 17 033 429	16 565 631
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 15 646	16 254
Autres actifs non financiers (note 17)	21 52 149	4 495
	22 17 101 224	16 586 380
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 13 609 350	13 465 188

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	143 879	105 342
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	433 823	561 874
Autres			
- Gain cession d'immobilisation	3		(11 307)
- Redressement	4	283	(774)
	5	577 985	655 135
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	393 662	354 459
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	100 918	(7 148)
Revenus reportés	9	11 732	1 995
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	608	3 093
Autres actifs non financiers	13	(47 654)	(3 476)
	14	1 037 251	1 004 058
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(901 621)	(533 041)
Produit de cession	16		11 307
	17	(901 621)	(521 734)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	294 743	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	294 743	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	89 484	5 117 900
Remboursement de la dette à long terme	24	(561 699)	(260 576)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(4 941 423)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	18 865	(75 500)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(453 350)	(159 599)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(22 977)	322 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	230 810	(91 915)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	207 833	230 810

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est une personne morale de droit public régie par le Code municipal du Québec (L.R.C. C.C.27-1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette et sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;

- pour les frais d'escompte: sur une période de 5 ans.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dette à long terme:

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 146 930	94 843
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 128 578	108 618
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 2 016 293	2 419 245
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 61 557	101 104
Organismes municipaux	8	
Autres		
- Divers	9 43 207	14 330
-	10	
	11 2 249 635	2 643 297
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 1 936 215	2 204 857
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 1 936 215	2 204 857
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17 11 189	11 189
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21 11 189	11 189
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 26 494	24 006
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33 26 494	24 006
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 135 724	87 353
Salaires et avantages sociaux	38 45 405	34 477
Dépôts et retenues de garantie	39 42 231	1 005
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Québec	42 4 293	1 054
- Intérêts sur dette long terme	43 22 029	23 983
- MRC et municipalité	44	892
-	45	
-	46	
	47 249 682	148 764
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48 20 554	12 375
Transferts	49	
Autres		
- Carrières et sablières	50 19 417	15 864
-	51	
	52 39 971	28 239
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,48	2015	2019	53	6 149 704	6 618 640
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,82	3,82	2020	2020	57	9 048	12 327
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	6 158 752	6 630 967
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(61 000)	(79 865)
					63	6 097 752	6 551 102

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	561 220	80	89	1 369	97	562 589
2016	65	73	442 600	81	90	1 422	98	444 022
2017	66	74	440 100	82	91	1 477	99	441 577
2018	67	75	452 600	83	92	1 533	100	454 133
2019	68	76	446 984	84	93	1 592	101	448 576
2020 et +	69	77	3 806 200	85	94	1 655	102	3 807 855
	70	78	6 149 704	86	95	9 048	103	6 158 752
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	6 149 704	88	96	9 048	105	6 158 752

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(3 491 874)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(3 491 874)
		(3 121 192)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	11 209 928	138		165		192	11 209 928
Eaux usées	111	1 660 667	139		166		193	1 660 667
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	4 180 548	140	98 284	167		194	4 278 832
Autres	113	1 829 492	141	35 137	168	(34 489)	195	1 899 118
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 124 068	143		170		197	2 124 068
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	895 629	145		172		199	895 629
Ameublement et équipement de bureau	118	194 022	146		173		200	194 022
Machinerie, outillage et équipement divers	119	625 657	147	2 979	174	(37 074)	201	665 710
Terrains	120	164 817	148		175		202	164 817
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>22 884 828</u>	150	<u>136 400</u>	177	<u>(71 563)</u>	204	<u>23 092 791</u>
Immobilisations en cours	123	<u>95 329</u>	151	<u>765 221</u>	178	<u>71 563</u>	205	<u>788 987</u>
	124	<u>22 980 157</u>	152	<u>901 621</u>	179		206	<u>23 881 778</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 739 919	153	148 362	180		207	2 888 281
Eaux usées	126	907 057	154	71 746	181		208	978 803
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	873 840	155	53 437	182		209	927 277
Autres	128	324 689	156	15 131	183		210	339 820
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	676 670	158	54 301	185		212	730 971
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	409 848	160	35 142	187		214	444 990
Ameublement et équipement de bureau	133	156 365	161	9 109	188		215	165 474
Machinerie, outillage et équipement divers	134	326 138	162	46 595	189		216	372 733
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>6 414 526</u>	164	<u>433 823</u>	191		218	<u>6 848 349</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>16 565 631</u>					219	<u>17 033 429</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	52 149	4 495
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	52 149	4 495

Note**18. Obligations contractuelles**

a) En vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Beaumont qu'elle reconnaît, la Municipalité assumant la différence.

b) Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant le 15 mai 2017 totalisent 575 033 \$ et se répartissent comme suit: 2015 - 207 654 \$; 2016 - 213 997 \$ et 2017 - 153 382 \$.

c) Les versements relatifs à l'entretien du réseau d'éclairage et à la location d'équipements échéant de décembre 2015 à mars 2018 totalisent 50 376 \$ et se répartissent comme suit: 2015 - 19 381 \$; 2016 - 16 787 \$; 2017 - 13 787 \$ et 2018 - 421 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Une entreprise de construction a réclamé à la municipalité une somme de 223 036 \$. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

dans les états financiers.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 207 833	230 810
Découvert bancaire	241 ()	()
Placements temporaires	242 426 874	721 617
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	247 (426 874)	(721 617)
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253 207 833	230 810

Note

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

24. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une influence sur le montant présenté au titre de revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisés périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Utilisation d'estimations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 846 246	967 650
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 600 653	421 349
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (59 253 ) (	88 553)
Financement des investissements en cours	4 (675 365)	(89 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 12 897 069	12 254 227
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 13 609 350	13 465 188

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
- Affecté au budget 2015	9 245 000		
- Engagements 2014	10 11 690		
- Engagements 2013	11 4 124	110 791	
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17 260 814	110 791	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

- Vidanges de bassins	22 47 520	33 592	
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27 47 520	33 592	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 98 834	61 887	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 194	(13)	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 133 038	138 282	
Financement des activités de fonctionnement	33 59 253	76 810	
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38 292 319	276 966	
	39 600 653	421 349	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	771)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 () ()	771)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (59 253) ()	87 782)
	56 (59 253) ()	88 553)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 (675 365) ()	89 485)
	59 (675 365)	(89 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 17 033 429	16 565 631
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62 11 189	11 189
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 17 044 618	16 576 820
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 6 097 752	6 551 102
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 61 000	79 865
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (1 936 215) ()	2 204 857)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (59 253) ()	87 782)
	71 4 163 284	4 338 328
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (15 735)	(15 735)
	73 4 147 549	4 322 593
	74 12 897 069	12 254 227

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>26 494</u>	<u>24 006</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	6 158 752
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	675 365
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 936 215
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 897 902
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	4 897 902
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	547 297
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	5 445 199
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 445 199
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 877 967	1 926 617	1 965 905
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	276 908	322 621	242 343
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	37 032		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	185 701	74 729	27 855
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		13 661	10 508
	9	2 377 608	2 337 628	2 246 611
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	71 361	73 374	83 198
Égout	11	92 095	93 374	
Traitement des eaux usées	12	60 300	106 146	71 289
Matières résiduelles	13	195 969	198 793	194 990
Autres				
-Installation septiques	14		60 795	60 567
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 200	11 297	9 979
Service de la dette	18	11 419	11 418	114 927
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	441 344	555 197	534 950
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	441 344	555 197	534 950
	26	2 818 952	2 892 825	2 781 561

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	1 011	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	1 011	
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	3 565	2 601
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	17 387	16 188
	35	20 952	18 789
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36	156	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39	156	
	40	21 108	18 789
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	142	142
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	142	142
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	21 108	18 931

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	12 000	12 000
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	8 518	31 465
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	31 235	24 400
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 220	9 881
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	839	1 569
Réseau d'électricité	89		
	90	1 220	62 473
		75 796	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	27 263	
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		(18 742)
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	5 142	(20)
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	32 405	(18 762)

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	1 323		156 707
	138	1 323		156 707
TOTAL DES TRANSFERTS	139	34 948	62 473	213 741

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 300	4 915
Sécurité civile	146		1 956
Autres	147		
	148	2 300	4 915
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	581	
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	581	
Réseau d'électricité	180		
	181	2 300	5 496
		5 496	1 956

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	500	44	224
Sécurité publique	183	2 000	419	1 572
Transport				
Réseau routier	184		2 854	4 288
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	1 000		
Hygiène du milieu	190	6 000	11 133	9 237
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	56 950	82 132	79 872
Réseau d'électricité	194			
	195	66 450	96 582	95 193
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	68 750	102 078	97 149
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	11 000	13 821	13 193
Droits de mutation immobilière	198	75 000	182 000	91 472
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	86 000	195 821	104 665
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 000	10 631	10 395
INTÉRÊTS	203	15 000	25 689	23 808
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			11 307
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 200	600
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		6 836	3 680
	212		8 036	15 587

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	53 079	43 981		43 981		42 886
Application de la loi	2	28 400	44 959		44 959		1 627
Gestion financière et administrative	3	434 262	446 756	11 162	457 918		506 829
Greffe	4						14 990
Évaluation	5	56 713	56 713		56 713		48 558
Gestion du personnel	6						
Autres	7	28 400	185		185		
	8	600 854	592 594	11 162	603 756		614 890
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	278 534	279 334		279 334		266 638
Sécurité incendie	10	165 415	123 475	55 857	179 332		196 705
Sécurité civile	11						
Autres	12	5 400	4 600		4 600		5 071
	13	449 349	407 409	55 857	463 266		468 414
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	236 444	225 816	82 777	308 593		282 272
Enlèvement de la neige	15	219 747	212 480		212 480		212 692
Éclairage des rues	16	26 700	30 998		30 998		25 840
Circulation et stationnement	17	8 800	7 607		7 607		2 420
Transport collectif							
Transport en commun	18	14 717	14 546		14 546		11 323
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	506 408	491 447	82 777	574 224		534 547

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	73 737		14 654	14 654	21 991
Réseau de distribution de l'eau potable	24	46 846	59 511	164 130	223 641	259 359
Traitement des eaux usées	25	105 864	57 341	45 056	102 397	194 872
Réseaux d'égout	26		49 986		49 986	36 119
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	176 784	173 848	1 937	175 785	185 653
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 097	10 097		10 097	6 750
Protection de l'environnement	38	1 500				
Autres	39		61 020		61 020	60 525
	40	414 828	411 803	225 777	637 580	765 269
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	2 600	1 710		1 710	2 102
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	2 600	1 710		1 710	2 102
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	155 269	151 936		151 936	118 386
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	30 262	27 137		27 137	31 680
Tourisme	49	13 500	27 367		27 367	37 794
Autres	50	43 750	50 000		50 000	
Autres	51	14 000	2 242		2 242	
	52	256 781	258 682		258 682	187 860

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	128 907	145 638	51 317	196 955	211 891
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 445	6 504		6 504	1 134
Piscines, plages et ports de plaisance	55	23 424	18 991		18 991	68 346
Parcs et terrains de jeux	56	122 144	121 433		121 433	69 340
Parcs régionaux	57	11 000				
Expositions et foires	58					
Autres	59	10 498	2 926		2 926	50
	60	308 418	295 492	51 317	346 809	350 761
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	77 136	73 141	6 933	80 074	73 619
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	25 879	24 754		24 754	14 117
Autres	65	10 915	10 915		10 915	11 984
	66	113 930	108 810	6 933	115 743	99 720
	67	422 348	404 302	58 250	462 552	450 481
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	216 545	144 810		144 810	119 360
Autres frais	70	10 000	18 865		18 865	12 281
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	16 800				5 291
	73	243 345	163 675		163 675	136 932
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	459 164	433 823	(433 823)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Beaumont (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2015-03-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 892 825
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		2 892 825

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		2 892 825
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		2 892 825
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	11 297	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		11 297
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		2 881 528

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>338 611 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>342 107 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>340 359 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 881 528</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>340 359 500</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [8 | 4 | 6 | 6] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	582 665	761 480	97 519
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			7 698
Conduites d'égout	4	1 165 335		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 324 000	102 025	53 725
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	19 400	30 687	139 705
Autres infrastructures	11		4 450	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 000		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			163 113
Ameublement et équipement de bureau	18	3 750		14 044
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 400	2 979	57 237
Terrains	20			
Autres	21	10 250		
	22	4 115 800	901 621	533 041

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			7 698
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		102 025	53 725
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		761 480	97 519
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		35 137	139 705
Autres immobilisations	33		2 979	234 394
	34		901 621	533 041

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	6 618 640	89 484	558 420	6 149 704
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	12 327		3 279	9 048
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	6 630 967	89 484	561 699	6 158 752
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	447 404		78 325	369 079
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	3 978 706	89 484	214 732	3 853 458
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	4 426 110	89 484	293 057	4 222 537
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 204 857		268 642	1 936 215
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 204 857		268 642	1 936 215
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 204 857		268 642	1 936 215
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 204 857		268 642	1 936 215
	26	6 630 967	89 484	561 699	6 158 752
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	6 630 967	89 484	561 699	6 158 752

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	56 713	56 713	48 558
Autres	3	63 961	63 961	61 845
Sécurité publique				
Police	4	268 334	268 037	
Sécurité incendie	5	14 218	14 218	11 547
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		11 217	7 833
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	60 615	61 020	60 255
Matières résiduelles	12	144 382	144 713	140 005
Cours d'eau	13	10 097	10 097	6 750
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	11 217		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	31 639	31 640	30 147
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	27 137	27 137	30 855
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	10 498	10 498	7 708
Activités culturelles	23	10 915	10 914	10 432
Réseau d'électricité				
	24			
	25	709 726	710 165	415 935

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	131 672	23 817	155 489
Professionnels	2	2,20	35,00	75 643	13 683	89 326
Cols blancs	3	4,10	35,00	236 717	42 818	279 535
Cols bleus	4	7,70	40,00	222 937	40 326	263 263
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	3,00	53 653	9 705	63 358
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	32,00		720 622	130 349	850 971
Élus	9	7,00		33 292	6 022	39 314
	10	39,00		753 914	136 371	890 285

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			8 518	8 518
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14			31 235	31 235
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	22 720			22 720
	17	22 720		39 753	62 473

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	44 959	27		53	44 959	79		105	44 959	131
Évaluation	2	56 713	28		54	56 713	80		106	56 713	132
Autres	3	490 922	29	11 162	55	502 084	81	44	107	502 040	133
	4	592 594	30	11 162	56	603 756	82	44	108	603 712	134
Sécurité publique											
Police	5	279 334	31		57	279 334	83	419	109	278 915	135
Sécurité incendie	6	123 475	32	55 857	58	179 332	84	4 915	110	174 417	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	4 600	34		60	4 600	86		112	4 600	138
	9	407 409	35	55 857	61	463 266	87	5 334	113	457 932	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	225 816	36	82 777	62	308 593	88	2 854	114	305 739	140
Enlèvement de la neige	11	212 480	37		63	212 480	89		115	212 480	141
Autres	12	38 605	38		64	38 605	90		116	38 605	142
Transport collectif	13	14 546	39		65	14 546	91		117	14 546	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	491 447	41	82 777	67	574 224	93	2 854	119	571 370	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42	14 654	68	14 654	94	4 515	120	10 139	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	59 511	43	164 130	69	223 641	95	2 954	121	220 687	147
Traitement des eaux usées	18	57 341	44	45 056	70	102 397	96		122	102 397	148
Réseaux d'égout	19	49 986	45		71	49 986	97	1 275	123	48 711	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	173 848	46	1 937	72	175 785	98	1 157	124	174 628	150
Matières recyclables	21		47		73		99	1 049	125	(1 049)	151
Autres	22		48		74		100	183	126	(183)	152
Cours d'eau	23	10 097	49		75	10 097	101		127	10 097	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	61 020	51		77	61 020	103		129	61 020	155
	26	411 803	52	225 777	78	637 580	104	11 133	130	626 447	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 710	172		187	1 710	202		217		1 710	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	1 710	175		190	1 710	205		220		1 710	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	151 936	176		191	151 936	206		221		151 936	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	104 504	178		193	104 504	208		223		104 504	238
Autres	164	2 242	179		194	2 242	209		224		2 242	239
	165	258 682	180		195	258 682	210		225		258 682	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	295 492	181	51 317	196	346 809	211	81 714	226		265 095	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	73 141	182	6 933	197	80 074	212	999	227		79 075	242
Autres	168	35 669	183		198	35 669	213		228		35 669	243
	169	404 302	184	58 250	199	462 552	214	82 713	229		379 839	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	2 567 947	186	433 823	201	3 001 770	216	102 078	231		2 899 692	246
												163 675

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	901 621	533 041
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	901 621	533 041

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	967 650	777 622
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	967 650	777 622
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	566 389	434 908
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(431 103)	(107 649)
Activités d'investissement	6		(78 874)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(256 690)	(58 357)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(121 404)	190 028
Solde à la fin de l'exercice	12	846 246	967 650
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	110 791	146 179
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	110 791	146 179
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(106 667)	(58 460)
Activités d'investissement	17		(35 285)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	256 690	58 357
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	150 023	(35 388)
Solde à la fin de l'exercice	22	260 814	110 791
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	310 558	375 187
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	310 558	375 187
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	29 281	53 833
Activités d'investissement	27		(201 744)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		83 282
	30	29 281	(64 629)
Solde à la fin de l'exercice	31	339 839	310 558

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (88 553)	(771)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (88 553)	(771)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	(87 782)
	47 ()	(87 782)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49 29 300	
	50 29 300	
Solde à la fin de l'exercice	51 (59 253)	(88 553)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (89 485)	(3 194 212)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (89 485)	(3 194 212)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (585 880)	3 188 009
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	(83 282)
	59 (585 880)	3 104 727
Solde à la fin de l'exercice	60 (675 365)	(89 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 12 254 227	15 256 615
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 12 254 227	15 256 615
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 642 842	(3 002 388)
Solde à la fin de l'exercice	67 12 897 069	12 254 227

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>225 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>225 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>225 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 138 282	2	3	4	5	6 5 244	7 133 038
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 138 282	16	17	18	19	20 5 244	21 133 038

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [5] [6] [2] [9] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 0 | 9 | , | 7 | 6	\$
Égout	2	1 | 5 | 2 | , | 8 | 1	\$
Eau et égout	3	2 | 6 | 2 | , | 5 | 7	\$
Traitement des eaux usées	4	| 9 | 0 | , | 0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 5 | , | 0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve vidanges bassins	,0117	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes assainissement	,0909	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes recherche en eau	,0247	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes puits	,0079	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes A/E Charles-Couillard	,3730	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes A Charles-Couillard	,1962	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes E Charles-Couillard	,1768	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes station de pompage	,0427	1	100\$ d'éval. secteur
Dettes Aqueduc / Égout Anse Sud	,1943	3	du mètre linéaire
Dettes Aqueduc / Égout Oseille	,2460	3	du mètre linéaire
Dettes Égout Domaine	252,0000	7	nombre de propriétés
Dettes Aqueduc Franclieu	161,7600	7	nombre de propriétés

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	78 344 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	620	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 48, chemin du Domaine
(no) (rue)
Beaumont G0R 1C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-3369
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-4788
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@beaumont.qc.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Angèle Brochu

Téléphone (418) 833-3369 222
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-4788
(ind. rég.) (numéro)

Courriel abrochu@beaumont.qc.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux Nolet, S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1610 boulevard Alphonse-Desjardins #400
(no) (rue)
Lévis G6V 0H1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-2114
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-9983
(ind. rég.) (numéro)

Courriel raymond.godbout@ln.ca

Responsable du dossier Raymond Godbout, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , ANGELE BROCHU , atteste que le rapport financier de Beaumont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-03-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Beaumont consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Beaumont détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 143 879 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,8466 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-02 13:51:28

Date de transmission au Ministère : 2015/03/23

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Beaumont

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 978 321	3 309 324	3 284 599
Investissement	2	69 437		(18 762)
	3	3 047 758	3 309 324	3 265 837
Charges				
	4	3 355 677	3 165 445	3 160 495
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(307 919)	143 879	105 342
Moins : revenus d'investissement	6	(69 437)	()	(18 762)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(377 356)	143 879	124 104
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	459 164	433 823	561 874
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			87 782
Remboursement de la dette à long terme	10	(356 332)	(293 545)	(267 343)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(165 800)	(226 257)	(183 785)
Excédent (déficit) accumulé	12	440 324	508 489	112 276
Autres éléments de conciliation	13			
	14	377 356	422 510	310 804
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		566 389	434 908

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 249 635	2 643 297
Autres	2	645 896	963 616
	3	2 895 531	3 606 913
Passifs			
Dette à long terme	4	6 097 752	6 551 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	289 653	177 003
	7	6 387 405	6 728 105
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 491 874)	(3 121 192)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	17 033 429	16 565 631
Autres	10	67 795	20 749
	11	17 101 224	16 586 380
Excédent (déficit) accumulé	12	13 609 350	13 465 188

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	846 246	967 650
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
- Affecté au budget 2015	15	245 000	
- Engagements 2014	16	11 690	
- Engagements 2013	17	4 124	110 791
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	260 814	110 791
Réserves financières	24	47 520	33 592
Fonds réservés	25	292 319	276 966
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	59 253 ) (	88 553)
Financement des investissements en cours	27	(675 365)	(89 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	12 897 069	12 254 227
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	13 609 350	13 465 188

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 781 920	2 892 825	2 781 561
Compensations tenant lieu de taxes	2	21 108	11 771	18 931
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 543	62 473	232 503
Services rendus	5	68 750	102 078	97 149
Autres	6	104 000	240 177	154 455
	7	2 978 321	3 309 324	3 284 599
Investissement				
Taxes	8	37 032		
Quotes-parts	9			
Transferts	10	32 405		(18 762)
Autres	11			
	12	69 437		(18 762)
	13	3 047 758	3 309 324	3 265 837

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalisations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	56 713	56 713		56 713	48 558
Autres	2	544 141	535 881	11 162	547 043	566 332
Sécurité publique						
Police	3	278 534	279 334		279 334	266 638
Sécurité incendie	4	165 415	123 475	55 857	179 332	196 705
Autres	5	5 400	4 600		4 600	5 071
Transport						
Réseau routier	6	491 691	476 901	82 777	559 678	523 224
Transport collectif	7	14 717	14 546		14 546	11 323
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	226 447	166 838	223 840	390 678	512 341
Matières résiduelles	10	176 784	173 848	1 937	175 785	185 653
Autres	11	11 597	71 117		71 117	67 275
Santé et bien-être	12	2 600	1 710		1 710	2 102
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	155 269	151 936		151 936	118 386
Promotion et développement économique	14	87 512	104 504		104 504	69 474
Autres	15	14 000	2 242		2 242	
Loisirs et culture	16	422 348	404 302	58 250	462 552	450 481
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	243 345	163 675		163 675	136 932
Amortissement des immobilisations	19	459 164	433 823	(433 823)		
	20	3 355 677	3 165 445		3 165 445	3 160 495

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3